

REDETE SUD

Réseaux, développement et territoires dans
les pays émergents d'Amérique du Sud

Sébastien Velut

IHEAL-CREDAL

Pierre Valarié

CEPEL

Colloque énergie Nantes 16-18 novembre 2009

PIR Energie– PRO 08 3.4.1

Plan de la présentation

1. Les enjeux du projet de recherche.
2. Le cas du nord-ouest argentin
3. Premières conclusions

Pourquoi ce sujet de recherche ?

- Peu de recherches en sciences sociales sur les problématiques énergétiques.
- Peu de recherches aux sub nationales (niveau méso).
- Enjeu majeur des politiques énergétiques en Amérique du Sud, fortement corrélées aujourd'hui avec la question du développement durable.
- L'Amérique latine dispose d'importantes ressources énergétiques et investit fortement dans la prospection, la recherche de ressources alternatives.

Les équipes

- En France :
 - C3ED/IRD
 - CREDAL / CNRS
 - CEPTEL / CNRS
 - EVS / CNRS
- En Amérique du sud
 - Université fédérale de Rio de Janeiro
 - Université nationale de Brasilia
 - Université du Chili
 - Conseil national de recherche scientifique (Argentine).
 - Université centrale du Venezuela
 - Université industrielle de Santander (Colombie).

Les thèmes

- Réseaux matériels et sociaux.
- Politiques publiques et gouvernance
- Approches régionales.
- Agrocarburants
- Energies renouvelables
- Pétrole et gaz

Les disciplines

- Géographie
- Science politique
- Sociologie
- Economie
- Science de gestion

Les enjeux contextuels

- Les grandes économies émergentes d'Amérique du sud doivent satisfaire une forte augmentation des demandes énergétiques nationales et internationales.
- Les réponses à ces demandes sont conditionnées par
 - L'évolution des cadres de régulation après les réformes des années 1990.
 - L'héritage matériel des systèmes énergétiques et particulièrement les réseaux de transport.
 - La prise en compte des questions environnementales, particulièrement via le paradigme du développement durable.
- Enjeux d'efficacité et d'équité des politiques publiques.
- Conséquences d'intégrations énergétiques incomplètes entre les Etats (et dans les Etats).

Les enjeux théoriques : la territorialisation

- La territorialisation : pourquoi ? Comment ?
 - L'espace national n'est plus le seul espace de définition des problèmes et des actions (décentralisation)
 - Les territoires de la régulation politique s'organisent à partir des réseaux matériels et sociaux.
 - Les privatisations recombinent des espaces de régulation et transforment les rapports privé – public.
 - L'accès aux ressources énergétiques se constitue de manière croissante comme un enjeu territorial local (réseau, foncier, conditions naturelles).
- Les formes de régulation des systèmes énergétiques.
 - Elles se construisent dans des dispositifs aux différents niveaux de la décision et de la mise en œuvre de l'action publique.
 - Apparition de formes participatives de construction de problèmes et de définition des solutions.
- Des dispositifs innovants de politique publique
 - Réinvestissement par des acteurs locaux/régionaux du secteur énergétique.
 - Traduction des débats sur l'énergie en termes de développement territorial durable.
 - L'énergie est prise dans une dynamiques intersectorielles (agriculture, santé, environnement etc.)

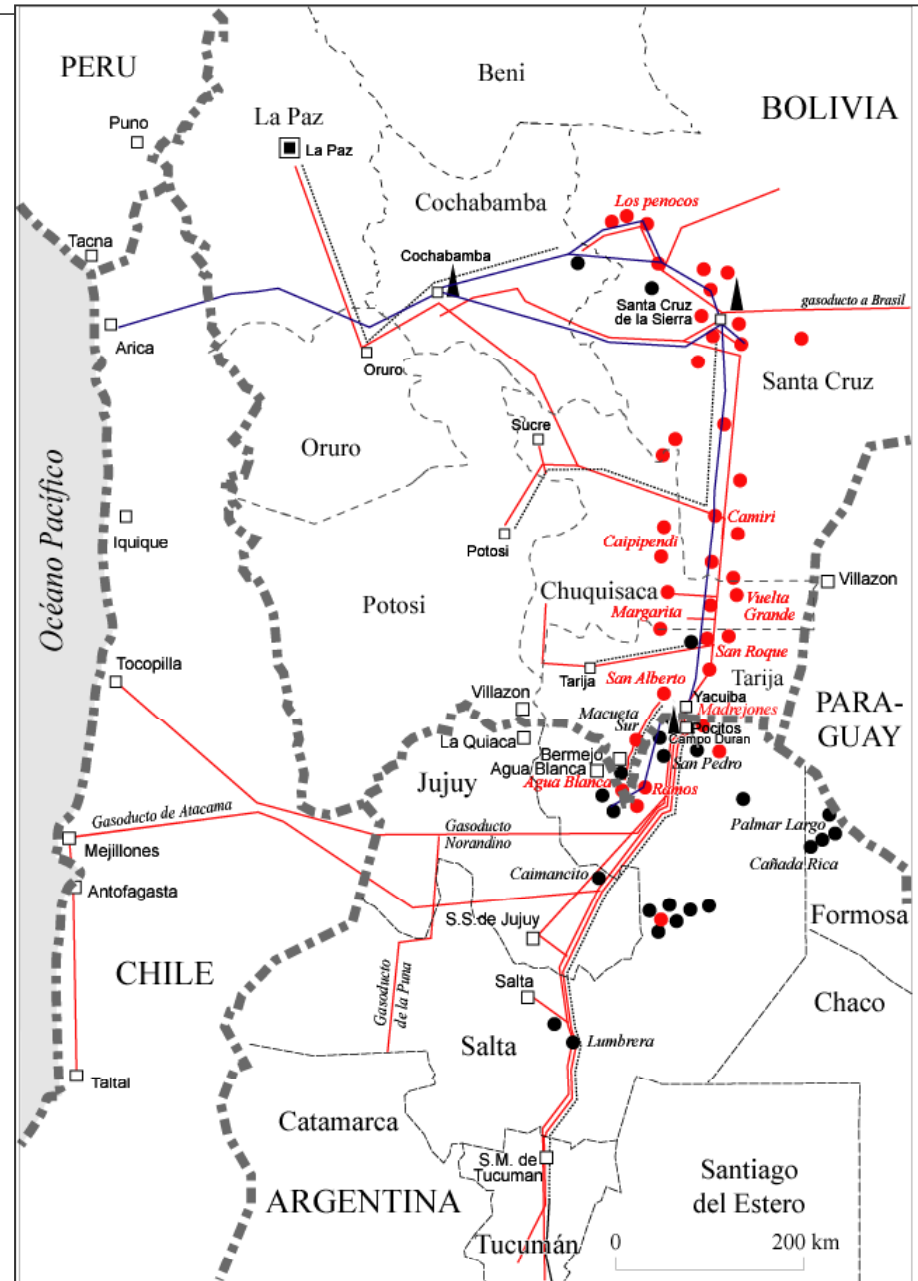
Le cas du Nord-ouest argentin



Les spécificités

- Une des principales régions productrices d'énergie en Argentine :
 - Réseaux consolidés : Hydrocarbures (Pétrole, gaz),
 - En cours de développement : éthanol de canne à sucre, biodiesel de soja
 - A développer : solaire.
- Une région charnière entre Argentine, Chili, Bolivie et Paraguay, mais insuffisamment reliée au reste de l'Argentine.
- Conflit latent entre développement de l'exploitation industrielle des ressources énergétiques et logiques de conservation des ressources naturelles.
- Les politiques régionales appuient l'extension de l'exploitation et multiplient simultanément les dispositifs de protection des ressources naturelles.
- L'existence d'ONG environnementalistes puissantes dont certaines se positionnent comme médiateurs dans les conflits sur l'exploitation des ressources.

Pétrole et Gaz



- | | | | | | |
|---------------------|-----------|---------------|-------------------------|--------------|-----------|
| — (red line) | Gasoducto | ● (red dot) | Principales yacimientos | □ (square) | Ciudad |
| — (black line) | Oléoducto | ● (red dot) | Yacimiento de gas | ▲ (triangle) | Refinería |
| (dotted line) | Poliducto | ● (black dot) | Yacimiento de petróleo | | |

Une multiplicité d'acteurs multi niveaux aux compétences dysharmoniques

- **Les compagnies et les acteurs économiques**
 - Production et distribution.
 - Elles intègrent pour la plupart un management des ressources naturelles nécessaires à leur production en liaison avec les ONG environnementalistes et les Provinces.
- **L'Etat**
 - Privatisation (1992)
 - gouvernement par la productions de normes (Priorités de distribution, politiques tarifaires,...)
 - négociations avec les compagnies sur l'implantation et l'exploitation.
 - Parallèlement implication dans la contrôle des ressources naturelles (Parcs)
 - loi sur les agrocarburants.
 - Appui à la recherche et à l'innovation par l'université nationale de Salta.
- **Les Provinces**
 - propriétaires des ressources,
 - en charge du contrôle de la production (secrétariat à la production).
 - Création de la REMSA (1986)
 - Mais également participation à la protection des ressources naturelles (initiatives directes : aires protégées) ou participation à des opérations nationales (Parcs) ou internationales (MAB)
 - Appui aux programmes de recherche en matière d'énergies renouvelables

- **Les grands organismes internationaux** (Ex: UNESCO, FFEM,...)
 - réserves de biosphères, ou corridors écologiques
 - Soutien aux programmes d'accès à l'énergie pour les populations isolées ...
...autant d'espaces de négociation et de création de consensus;

- **Les ONG**
 - Défenseurs du patrimoine naturel et des populations indigènes
 - Traductions des normes internationales en matière de protection naturelle
 - Leadership de programme internationaux (MAB, Corridors écologiques)
 - Médiation avec les grandes compagnies en vue de parvenir à des compromis
 - Promoteurs d'alternatives économiques à l'énergie (Tourisme, énergies renouvelables,...)

- **Les municipalités et communautés locales**
 - Promouvoir l'accès à l'énergie des populations
 - Porte parole des populations en cas de conflits
 - Médiation entre Province et communautés locales
 - Implication dans les programmes touristiques et de protection
 - Des compétences formelles sans moyens (financiers, techniques...)

Quatre sources de conflit

- L'environnement
 - Conflits autour de l'exploitation des ressources et de l'installation des réseaux avec des populations locales qui prétendent en bénéficier.
 - Rôle des ONG locales et internationales aboutissant à l'agrandissement des espaces protégés.
- Le foncier
 - L'accès au foncier est surtout problématique pour l'extension des cultures énergétiques et la réalisation des réseaux.
- Les relations sociales et le travail
 - Formes de gestion de la main d'œuvre dans les grandes entreprises pétrolières et sucrières.
 - Précarité sociale et pauvreté.
- L'instabilité politique à différents niveaux.
 - Politiques publiques imprévisibles (tarification, royalties).
 - Absence de visibilité à moyen terme.

Les régulations territoriales

- Dispositifs de coordination entre acteurs privés et publics pour construire des normes et des objectifs partagés.
- Création d'une compagnie par la province pour réaliser des infrastructures pour le développement territorial (zones isolées, solaire, agro carburants).
- Formes de régulation croisée entre gouvernements locaux et grandes compagnies.
- Extension négociées des aires protégées privilégiant des modèles négociés plutôt que de protection stricte (Réserve de biosphère).
- Rôle d'ONG territorialisées dans la médiation des conflits.

Les difficultés de coordination

- Les changements de la politique nationale déstabilisent l'ensemble du système.
- Les provinces productrices d'énergie ne sont pas coordonnées entre elles.
- Les formes sectorielles d'organisation et d'action restent dominantes par rapport aux formes territoriales de coordination.
- La faiblesse des régulations s'expriment par la dominance des logiques de conflit.
- Les modifications de l'emploi déstructurent les territoires.

Premières conclusions

- On peut mettre en évidence des processus de territorialisation à différentes échelles ne coïncidant pas avec l'héritage institutionnel mais l'extension et la couverture des réseaux matériels et sociaux.
- Il existe de profondes différences entre pays (et régions) à la fois héritées de l'histoire et des nouveaux principes d'organisation (le marché, le développement durable, la gouvernance).
- Dans ce contexte les acteurs publics « locaux » reprennent de l'importance dans des dispositifs multiniveaux.
- L'exploitation de nouvelles ressources (ex : agrocarburants) favorisent ces processus.
- Les formes nouvelles de territorialisation sont modulaires dans l'espace et le temps et fortement dépendantes de la stabilité des réseaux et de leurs configurations locales.

Les surfaces de régulation

- Des réseaux d'échange se sont mis en place, notamment en situation transfrontalière, sans pour autant garantir la parfaite fluidité des échanges.
- Les acteurs mis en relation physiquement par ces réseaux en élaborent collectivement les règles de fonctionnement.
- L'un des enjeux du développement de nouvelles énergie est la structuration matérielle et sociale des filières territorialisées.
- L'insuffisance des moyens de conversion énergétique et les pratiques des usagers marquent de fortes différences entre types d'énergie.

Les différences nationales et régionales.

- Des schémas d'organisation restent spécifiques.
 - Disponibilité de ressources, avec l'apparition de nouvelles géographies de la production et de la demande.
 - Histoire des relations entre acteurs publics et privés, entre niveaux centraux et niveaux décentralisés.
 - Rôle dévolu aux acteurs locaux et régionaux dans l'administration des systèmes énergétiques.

Les acteurs publics

- Les Etats cherchent à reprendre en main les questions énergétiques pour répondre notamment à la demande de sécurisation des approvisionnements et secondairement à des objectifs environnementaux.
- Certains acteurs publics recherchent un surcroît de légitimité en intervenant sur les enjeux énergétiques, notamment dans le déploiement des réseaux.
- Les acteurs publics s'efforcent de gérer les situations de pénurie.

Des formes instables d'organisation

- Les règles du jeu ne sont pas fixées mais évolutives.
- Le pouvoir de modifier les règles de fonctionnement au sein des surfaces de régulation est une ressource stratégique essentielle.
- Les enjeux environnementaux notamment liés aux GES sont encore faiblement pris en compte par les acteurs privés.
- L'action de la société civile porte principalement sur les aspects environnementaux. Les conflits qui en découlent reçoivent généralement des solutions locales et provisoires.

Merci de votre attention

